

# Les nouvelles

Publié sur *Les Nouvelles de Tahiti* (<http://www.lesnouvelles.pf>)  
 Accueil > Médiateur et marchand de rêves

## Médiateur et marchand de rêves

Par *Serge Massau*  
 Créé le 12/07/2013 01:00

Teiva Manutahi n'a pas gagné les élections territoriales. Il n'a pas été élu à l'assemblée et encore moins nommé ministre. Pour autant, cette situation ne l'empêchera pas de donner son avis sur tout et de le faire savoir. Hier, lors d'une conférence de presse, le leader de Porinetia ora a dessiné les contours du poste qui lui a été promis : médiateur de la Polynésie française. Il assure d'abord que sa mission n'a "rien à voir" avec l'ancien SAP (Service aux particuliers), comme l'ont dit "les mauvaises langues" de l'opposition, même s'il reconnaît dans la phrase suivante que "oui", les missions sont en fait les mêmes, à savoir faciliter les relations entre l'administration et les usagers.

**La différence, selon lui ?** Le médiateur est indépendant du pouvoir politique. Sauf qu'il fera part directement au président du Pays des problèmes qu'il souhaite soulever, et libre ensuite à ce dernier d'y donner suite ou non. "Je pense que le président sera au rendez-vous de toutes les injustices." Sauf, aussi, que Teiva Manutahi endosse également le rôle de défenseur de l'action du gouvernement. "Il faut laisser un peu de temps. D'ici trois à quatre mois, on sera tout à fait en mesure de voir les premiers effets de la relance." À propos de la réforme fiscale, même s'il marque sa différence sur la hausse de la TVA dans le secteur des services, il estime que "quand on explique la situation aux gens, ils finissent par comprendre."

**Porte-parole de l'action du gouvernement** auprès de la population, comme l'ancien SAP ? Comme pour les expulsions liées au projet Mahana Beach de Punaauia, il faut faire de la pédagogie : "Il faut aller expliquer aux gens qu'on a besoin de l'assise foncière. Si on ne le fait pas, les gens vont continuer à squatter et aucun projet ne verra le jour."

**Car Teiva Manutahi ne compte pas s'arrêter** aux simples litiges entre usagers et administration. Il compte aborder "toutes les injustices". Alors que les élections municipales de l'an prochain mobilisent déjà le Tahoeraa, Teiva Manutahi semble être celui qui maintiendra grande ouverte la boîte à promesses quand l'équipe gouvernementale est confrontée à la réalité de la crise économique. Car son champ d'action tel qu'il l'imagine est extrêmement large. Il se voit soumettant un dossier au président du Pays pour revoir le prix de l'électricité, dont il juge les tarifs "exorbitants". Pareil pour le prix de l'eau : "Pourquoi le médiateur ne se saisisse pas de ce système de privatisation de l'eau ? Pourquoi il ne viendrait, par le biais de subventions, essayer d'alléger les factures d'eau de nos Polynésiens ?" L'annonce concernant les locataires qui ont des loyers impayés auprès de l'OPH ne laissera pas non plus indifférent : "Pourquoi on ne mettrait pas l'étude de ces familles au cas par cas en commission pour demander une grâce du Pays par rapport à ces arriérés ?" Passant du coq à l'âne, il pense aussi aider les "transsexuels qui n'arrivent pas à postuler au Séfi du fait de la discrimination". Enfin, Bruno Barrillot, spécialiste des conséquences des essais nucléaires récemment licencié par le gouvernement Flosse, a trouvé son successeur en la personne de... Teiva Manutahi : "Pourquoi le médiateur ne se saisisse pas de cette question ?"

**Pierre Marchesini ajoute encore un dossier** sur la table de son chef de parti : "La lutte contre les marges arrières, ce sera une mission du médiateur." Teiva Manutahi, médiateur ? Un gouvernement rêvé à lui tout seul, sans avoir à se soucier des contraintes budgétaires.

Aéroport  
 Porinetia ora veut que la Sétil revive

Mais que ferait le gouvernement sans Teiva Manutahi ? Pas encore officiellement nommé médiateur de la Polynésie, il s'est déjà saisi d'un dossier : l'aéroport de Tahiti. Hier, Teiva Manutahi a donc réuni la presse pour parler de l'aéroport de Tahiti et de sa rétrocession au Pays.

Cela tombe bien, redevenir propriétaire de l'aéroport apparaît comme une condition incontournable pour que le gouvernement puisse entamer le grand projet de rénovation totale promise par le Tahoeraa durant la campagne. Teiva Manutahi a eu connaissance d'une décision du tribunal de commerce de Papeete du 13 mai dernier qui a ouvert une procédure de liquidation judiciaire de la Sétil Aéroport à la demande de cette dernière, celle-ci se trouvant en cessation de paiement. Le tribunal avait fixé deux mois pour établir la déclaration des créances. Deux mois moins quelques jours plus tard, Teiva Manutahi souhaite que le Pays s'oppose à la liquidation de la Sétil et que l'État assume "pleinement ses responsabilités". En clair, éponger l'ardoise de "1,6 milliard de Fcwf au titre des amortissements dus depuis 40 ans". L'affaire est d'importance puisqu'il s'agit de "se réapproprié un outil de développement" du pays ... "et bien sûr, les recettes induites".

Et c'est là que Teiva Manutahi serait intervenu. Il raconte avoir rencontré le président du Pays lundi pour lui exposer le problème. "Il a été très surpris de la procédure mise en place. Le président n'était pas au courant", affirme-t-il. On s'étonne que le gouvernement puisse ne rien savoir du fonctionnement de l'aéroport alors que sa reconstruction est l'un de ses grands projets. "Le président ne peut pas être omniprésent", excuse Teiva Manutahi, qui assure pour lui "une veille, une vigilance". "Le ministre du Tourisme ne pouvait pas être informé parce que tous les placards, tous les tiroirs sont vides. Et aucun dossier n'est resté sur place", ose Pierre Marchesini. Heureusement, Porinetia ora veille.

En tout cas, la mise en scène de la "vigilance" de Teiva Manutahi tombe à point nommé, à quelques jours du départ de la délégation gouvernementale pour Paris, d'où il ne serait pas superflu de rapporter quelques financements. "Si la Polynésie retrouve la plénitude de son aéroport de Tahiti-Faa'a, c'est une enveloppe de 40 milliards qui viendra remettre l'aéroport à niveau, voire reconstruire un aéroport en zone nord", dévoile Pierre Marchesini. Voilà qui tombe vraiment bien. Et d'ajouter : "L'État n'a pas joué son rôle d'accompagner la Polynésie dans son développement économique de la Polynésie de l'après-CEP."

La gestion de la Sétil n'est pourtant pas restée dans les mémoires comme ayant été particulièrement exemplaire, avec des embauches en surnombre, des salaires élevés et des aéroports non entretenus. Pierre Marchesini se fait sentencieux : "Vous croyez que pendant 40 ans

on peut gérer un aéroport international et faire ce que vous venez de dire ?" En 2006, la chambre territoriale des comptes, dans son rapport sur la Sétil, décrivait une société qui "n'a jamais vraiment fonctionné de manière efficiente", avec une direction générale "hypertrophiée" et "un personnel administratif pléthorique". En 2001, la Sétil avait même échappé de peu à un dépôt de bilan suite à un contrôle fiscal.

SM

Photos / vidéos

Auteur : SERGE MASSAU

Légende : Teiva Manutahi et Pierre Marchesini, hier lors de la conférence de presse organisée au siège du parti Porinetia ora.

**Visuel 1:**



Voter0

**URL source:** <http://www.lesnouvelles.pf/article/ca-fait-la-une/mediateur-et-marchand-de-reves>